

Les crédits

de la montagne à Victoria lorsque le Canada n'était encore qu'un jeune pays mêlé à une guerre mondiale.

Qu'est-il advenu de cet engagement? Pourquoi le gouvernement ne dit-il pas aux jeunes Canadiens qu'il veut que leur pays innove dans le domaine scientifique? Quand j'arrive de l'aéroport, pourquoi serais-je dans un taxi conduit par un homme qui détient un doctorat en ingénierie et qui dit exercer ce métier-là depuis trois ans parce qu'il ne trouve pas d'emploi dans sa spécialité.

J'ai reçu un appel d'une jeune étudiante en sciences de ma circonscription qui reçoit de l'aide financière en vertu du Programme Bourses Canada destiné à encourager spécialement les femmes à faire carrière dans le domaine scientifique. L'étudiante m'apprenait que, en raison de certains détails techniques propre au programme de l'université McGill, le gouvernement, insensible à sa cause, a tout simplement supprimé sa bourse. Tout cela après qu'on lui eut promis que sa bourse serait renouvelée et qu'elle eut déjà entrepris ses études. Pourquoi ces choses-là se produisent-elles?

Pourquoi le président du CRSNG doit-il déclarer devant un comité de la Chambre des communes que, si on ne lui dit pas très bientôt s'il aura droit au même budget l'an prochain que cette année, il ne sait pas combien de temps perdront les scientifiques universitaires qui préparent leurs demandes de subventions?

Pourquoi ne pas nous adresser aux Canadiens, comme l'a fait le président Kennedy aux Américains en 1961 quand il était question du programme spatial, pour leur dire: «D'ici l'an 2000, le Canada deviendra le chef de file dans le secteur de la technologie environnementale»? Pourquoi ne pas ouvrir nos portes aux scientifiques du monde entier, en leur faisant savoir que s'ils veulent contribuer au développement des technologies environnementales, c'est au Canada qu'ils doivent venir travailler? Le Canada les accueillera et les subventionnera. Pourquoi ne le faisons-nous pas? Je ne comprends pas.

Pourquoi sommes-nous tant préoccupés par le déficit d'aujourd'hui alors que nous ne voyons pas qu'en investissant dans les sciences et la technologie, et surtout dans les secteurs visant à préserver et à améliorer notre environnement, nous aurons la garantie de pouvoir dès demain trouver une solution au déficit et vendre nos produits au monde entier, qui sera alors impatient de se les procurer?

Je voudrais ajouter, monsieur le Président, que la Chambre devrait exprimer son mécontentement envers le gouvernement pour l'indifférence qu'il témoigne envers le Conseil national de recherches et les travaux de

recherche de base effectués au Canada, des questions pourtant si cruciales de nos jours.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Tout d'abord, monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de son plaidoyer passionné et très documenté au sujet de cette question. Avant de l'interroger, cependant, je tiens à faire savoir à la Chambre que j'ai constaté ces derniers jours que le gouvernement se dérobe à ses responsabilités. Avez-vous remarqué, monsieur le Président, que chaque fois que le nom d'un organisme renferme le mot «national» ou le mot «Canada», qu'il s'agisse par exemple d'Air Canada ou de Petro-Canada, le gouvernement s'empresse de le décentraliser? Il ne peut résister au désir de le vendre. Il va même jusqu'à changer le nom des musées. C'est incroyable.

M. Beatty: Santé et Bien-être social Canada existe toujours.

M. Mills: C'est que le gouvernement n'a pas encore eu le temps de s'occuper de votre ministère.

Dans le cas du Conseil national de recherches, la décentralisation est amorcée. Le gouvernement actuel est le valet des provinces. La situation devient vraiment très grave.

J'ai une question précise à poser à mon collègue. Le gouvernement a ordonné, il y a quelques mois, de déménager à Montréal l'Agence spatiale canadienne qui avait vu le jour dans la région de la Capitale nationale. C'est là que les laboratoires, les familles et les institutions avaient commencé à se concentrer. Mon collègue pense-t-il que le gouvernement s'est laissé guider par l'intérêt national lorsqu'il a décidé de déménager à Montréal l'Agence spatiale canadienne?

M. Manley: C'est le printemps dernier que nous avons examiné à la Chambre le projet de loi tendant à créer l'Agence spatiale canadienne. À ce moment-là, j'ai fait état de l'engagement du Canada à participer au programme de l'espace et à la valeur de l'apport qu'il avait fait au monde dans le domaine de la technologie spatiale. En fait, le Canada est l'un des rares pays qui, en fait, exportent davantage en matière de technologie spatiale que le gouvernement n'y consacre de crédits. C'est tout à notre honneur qu'au début de la mise en oeuvre du programme spatial, nous ayons manifesté la volonté ferme d'y participer. D'autres pays, notamment le Japon et le Royaume-Uni, s'efforcent de nous rattraper. Nous avons beaucoup progressé. En tant qu'ouvriers de la première heure, nous avons bien travaillé. Nous devons maintenir cet engagement.

Or, le gouvernement a décidé de faire de l'Agence spatiale canadienne, naguère symbole de fierté nationale, un ballon politique. Différentes municipalités se sont chamaillées pour savoir qui accueillerait les nouveaux quartiers généraux de l'Agence spatiale canadienne.